**Assemblée de section du 29 avril 2020**

**Rapport introductif de Michel RIZZI**

Cher-e-s camarades,

Notre AG d’aujourd’hui, la première dans l’histoire de notre section sous la forme d’une visio-conférence, se tient dans un moment grave et en même temps exceptionnel. Nous vivons en effet une crise sanitaire combinée à une crise économique, l’une comme l’autre de portée mondiale et d’une ampleur inédite, et qui posent des questions très politiques sur le fonctionnement de notre monde, sur ses dysfonctionnements et sur les chemins à emprunter pour y remédier.

Je veux avant tout exprimer toute notre solidarité avec les camarades touchés directement, les malades, celles et ceux qui ont perdu des proches dans la dernière période, les familles et les collègues des agents de la RATP décédés.

Le but de cette assemblée est de faire le point sur les enjeux du moment et sur ce que nous, les communistes, devons faire dans les semaines et mois à venir.

**La pandémie du Covid agit comme un révélateur sur de multiples aspects.**

Il faut d’abord souligner à quel point elle met en lumière les inégalités. Ce sont les plus pauvres, les plus modestes, les plus fragiles qui sont les plus durement touchés. Parce que c’est dans les territoires les plus populaires que l’état du système de santé est le plus dégradé et que les décès constatés sont les plus nombreux ; parce que le chômage est déjà une réalité pour les travailleurs les plus précaires ; parce que le confinement et les problèmes quotidiens qu’il entraîne sont plus difficiles à vivre lorsqu’on s’entasse à plusieurs dans une poignée de mètres carrés ; parce que les conditions de l’éducation des enfants à domicile ne sont pas les mêmes pour tous ; et parce que ce sont ces mêmes personnes qui subissent la hausse des biens de consommation qu’on observe depuis quelques semaines.

En mettant en exergue le rôle irremplaçable des services publics, avec en première ligne celui de la santé, la pandémie a révélé les effets désastreux des politiques libérales menées depuis 30 ans dans ce secteur et singulièrement aggravées depuis l’arrivée de Macron au pouvoir. Nous payons aujourd’hui la suppression de dizaines de milliers de lits d’hôpitaux, la fermeture de services d’urgence, la réduction des budgets de la santé et de la recherche imposées au nom de la baisse des dépenses publiques. Le Président de la République a beau saluer les personnels hospitaliers comme des héros ; il a bien du mal à faire oublier qu’il est resté sourd à l’exigence qu’ils ont exprimée par la grève depuis des mois d’avoir les moyens de travailler correctement.

Mais le Covid met aussi à nu les conséquences du capitalisme dans d’autres domaines. Ainsi, la pénurie de masques et de tests de dépistage en Europe et tout particulièrement en France ne doit rien au hasard. Elle est le résultat de choix où, pour maximiser les profits, on a affaibli notre industrie en abandonnant ou en délocalisant des productions stratégiques vers des pays à bas coût de main d’œuvre.

**La crise sanitaire se double d’ores et déjà d’une crise économique majeure à l’échelle mondiale.**

Une clarification est ici indispensable : si le Covid a grandement précipité les choses, les ingrédients d’une telle crise étaient déjà présents avant l’apparition du virus, avec un net ralentissement de la croissance dans toutes les zones, et en particulier en Europe. Les politiques menées depuis 40 ans au service de la finance et au détriment du travail ont d’un côté entraîné un fort accroissement des profits, conduisant à l’accumulation d’une masse énorme de capitaux. Mais de l’autre, elles ont tué les ressorts de la croissance que sont l’emploi productif et la consommation populaire, et tous ces capitaux peinent ainsi à trouver les moyens de se rémunérer. Leur ouvrir de nouvelles opportunités de placements rentables : telle est la mission des dirigeants politiques qu’ils ont mis en place pour servir leurs intérêts, à l’image chez nous d’un Macron qui veut leur livrer l’assurance-vieillesse avec sa réforme des retraites ou encore les services publics à travers de nouvelles privatisations comme à ADP et la libéralisation de secteurs comme les transports. L’épidémie est ainsi intervenue dans une phase d’approfondissement des contradictions internes au système capitaliste, et elle tend à accélérer leur développement.

D’ores et déjà, on peut dire que l’impact sera plus fort qu’en 1929 ou 2008, avec notamment un volume d’emplois supprimés nettement supérieur. Rien qu’en France, le PIB a déjà reculé de 6% au premier trimestre alors que seule la production du mois de mars était réellement impactée. Face à cela, comment ne pas pointer l’incapacité de l’Union européenne à agir de façon coordonnée et solidaire ? Les décisions qui viennent d’être prises restent largement prisonnières des dogmes libéraux et ne répondent pas aux enjeux de la situation, confirmant de façon flagrante l’impasse dans laquelle se trouve le projet européen.

**Quelles leçons tirer de tout cela ?**

Certains accusent la mondialisation, mais il nous faut être clairs à ce propos. Face à une épidémie qui touche l’ensemble des continents, dans un monde qui est toujours plus interdépendant, il y a besoin d’une coopération accrue entre les pays, par exemple pour mettre en commun les efforts de recherche pour trouver un vaccin et ensuite le produire. Ce n’est donc pas la mondialisation en tant que telle qui est en cause, mais bien le modèle de développement capitaliste qui l’a orientée dans le sens de ses intérêts. C’est ce modèle qui privilégie sans cesse le versement de dividendes aux actionnaires au détriment de l’intérêt général et de la satisfaction des besoins ; c’est lui a affaibli les services publics pour les privatiser et qui détourne l’argent des budgets publics pour alimenter les profits ; c’est lui qui a réorganisé les lieux de production à l’échelle planétaire en fonction des logiques de rentabilité et au mépris de l’environnement ; c’est lui qui aggrave sans cesse les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres.

Dans la période difficile que nous traversons, de plus en plus de nos concitoyens sont en train d’acquérir une conscience plus nette de ces réalités et de la nécessité de changements radicaux. Cela ne veut pas dire que les choses évoluent de façon unilatérale, car on voit aussi se répandre des théories complotistes ou obscurantistes qui ne servent in fine que les forces les plus réactionnaires. Mais mesurons que, dans la période nouvelle dans laquelle nous sommes entrés, l’espace politique s’élargit pour débattre d’une autre façon de vivre et d’organiser la société, et donc pour montrer le besoin de communisme.

**Le PCF a réagi à chaque épisode par le biais de communiqués et d’intervention de ses élus et de ses dirigeants.**

Nos députés ont demandé la création d’une commission d’enquête sur la gestion de l’épidémie. Et dès le mois de mars, le Parti a édité une brochure, *« Protéger la population, relever les défis de la crise »*,avec des propositions qui ont été affinées au fil des événements :

* En premier lieu, la sortie du confinement implique une campagne de dépistage systématique et des dispositions qui permettent de réduire les risques de transmission, surtout en Ile-de-France qui est la région la plus touchée par l’épidémie. Les transports publics sont le premier facteur de contamination ; il faut donc limiter le plus possible leur utilisation, et pour cela reporter la réouverture des établissements scolaires, prolonger le recours massif au télétravail et créer vite des pistes cyclables temporaires ; et les usagers doivent disposer de masques et de gel fournis par l’Etat, ce qui demeure à ce jour très hypothétique pour l’échéance annoncée du 11 mai.
* Il s’agit par ailleurs de redresser les capacités de notre système de santé, avec la création de lits de réanimation, un plan d’embauche pour l’hôpital et les EHPAD, et la nationalisation d’entreprises stratégiques dans le domaine pharmaceutique.
* Nous revendiquons également des mesures de défense des travailleurs et des personnes aux bas revenus, avec le blocage des prix et la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, le gel des loyers et des prêts immobiliers, le versement d’une allocation exceptionnelle de 300 € par mois pour les 9 millions de Français en-dessous du seuil de pauvreté, l’indemnisation à 100% du chômage partiel, l’augmentation du SMIC et des bas salaires, des minimas sociaux et des pensions. Une pétition a été lancée la semaine dernière pour soutenir ces mesures.
* En matière de financement, nous proposons la création d’un fonds d’urgence sanitaire et économique de 50 milliards € alimenté entre autres par des prêts de la Caisse des dépôts et de la BCE, le rétablissement de l’ISF et l’abrogation de la flat tax, parallèlement à l’interdiction pour les entreprises de verser des dividendes.
* On a enfin besoin d’une gestion plus démocratique de la crise et du déconfinement, ce qui nous a amenés à demander la création d’un Comité d’urgence nationale, associant les forces vives du pays.

Mais au-delà de ces mesures immédiates, c’est aussi le moment de parler des ruptures à opérer avec le désordre néolibéral : Reconnaître l’existence de biens communs et de services publics et les placer hors marché et sous maîtrise publique ; donner la priorité à la rémunération du travail et non plus à celle du capital ; engager un développement plus social et plus écologique, et pour cela donner aux travailleurs des pouvoirs dans la gestion des entreprises ; reconstituer des filières industrielles fortes ; réorienter la construction européenne ; bâtir de nouvelles relations entre les peuples débarrassées des logiques de domination. Ces éléments-phares du projet communiste sont en phase avec les aspirations qui montent dans le pays. Mettons-les davantage en avant !

**Si aujourd’hui les discours convergent pour dire que les choses ne pourront pas rester en l’état après cette pandémie, toute la question est de savoir à quoi va ressembler ce *« jour d’après »*, et c’est l’objet d’un combat de classe qui a déjà commencé.**

Du côté des forces capitalistes, on cherche à tourner la crise à son avantage, en jouant la *« stratégie du choc »*, c’est-à-dire en tirant profit du contexte exceptionnel pour faire avancer ses solutions. Par exemple, la loi sur l’urgence sanitaire (imposée par le gouvernement et que les élus communistes n’ont pas votée) contient des dispositions s’attaquant au temps de travail qui préfigurent une remise en cause plus globale des 35 heures. Elle comprend également des aides qui vont surtout bénéficier aux plus grandes entreprises au détriment des PME et qui seront financées par les impôts, les budgets sociaux et ceux de la protection sociale. Mais on peut aussi citer l’expérimentation en grandeur nature de nouvelles formes d’exploitation autour du télétravail qui pourraient être appelées à se généraliser. De façon générale, on commence à voir fleurir des discours pour faire payer demain le prix de la crise aux travailleurs, et nous n’échappons pas à cette tendance à la RATP.

La crise va par ailleurs engendrer des bouleversements dans l’économie mondiale. Pour ne citer qu’un exemple, les géants de l’économie numérique en sortiront probablement renforcés au détriment des formes de commerce traditionnelles. Plus généralement, une nouvelle phase de concentration du capital se profile, autour d’une poignée de grands groupes toujours plus puissants.

Restructurer ainsi le système capitaliste pour assurer sa pérennité : tel est l’objectif des classes dirigeantes et le sens de leurs efforts. Des efforts qui ne portent pas que sur les aspects économiques et sociaux, mais qui incluent également une attaque en règle contre les libertés (les velléités d’imposer un flicage des citoyens sous prétexte de lutte contre l’épidémie, ou encore le fait que Macron et son gouvernement tendent de plus en plus à s’exonérer des dispositions de notre Constitution et du rôle du Parlement en témoignent).

**Les dirigeants capitalistes sont cependant très loin d’avoir partie gagnée. C’est même tout l’inverse : nous avons pour nous des atouts plus nombreux qu’avant cette crise.**

D’abord, le pouvoir apparaît clairement en difficulté. Il manœuvre en recul sur le terrain idéologique. Par exemple quand Macron affirme, dès le 12 mars dans sa première intervention télévisée, que *« ce que révèle cette pandémie, c’est qu’il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché »*. Nous ne sommes évidemment pas dupes de la démagogie de ses propos, mais ils montrent que le rapport des forces a bougé dans l’opinion publique sur ce sujet au point de le contraindre à adapter sa posture.

Le Président et son gouvernement sont également et à juste titre montrés du doigt pour leur gestion de la crise : mesures de confinement décidées tardivement, discours contradictoires entre la nécessité de se protéger et l’incitation à aller travailler, mensonges à répétition sur la question des masques, refus de généraliser les tests, et maintenant la décision aberrante d’une réouverture des écoles le 11 mai qui n’a d’autre but que de renvoyer les parents dans les entreprises pour faire repartir la machine à profits conformément aux demandes du MEDEF. On peut du reste faire des remarques similaires sur le comportement de la direction de la RATP : si la pénurie de masques n’est pas de son fait, elle est responsable d’avoir prolongé au mépris de la santé des travailleurs des activités comme le contrôle des titres, les formations ou la vente à bord des bus qui auraient dû être interrompues dès la mi-mars.

Il y a donc au final un vrai discrédit du pouvoir politique dans le pays, en même temps qu’il y a des évolutions sur le fond. Les gilets jaunes, puis la mobilisation pour les retraites ont traduit une colère sociale qui n’a cessé de grandir ces dernières années ; l’épreuve du Covid est en train de la renforcer encore. Des millions de salariés qui étaient pour les uns traités comme des *« gens qui ne sont rien »* et rendus invisibles (la caissière de supermarché ou le livreur ubérisé), ou pour les autres comme d’horribles privilégiés (les agents du service public) sont en train de mesurer chaque jour la place essentielle qu’ils occupent dans le fonctionnement de la société et sont prêts à exiger leur dû. Un rapport des RG révélé par la presse alerte sur *« un risque d’embrasement de la contestation sociale à la sortie du confinement ».* Rien d’étonnant donc à ce que les dirigeants du pays, ces fondés de pouvoir du grand capital, donnent aujourd’hui l’impression de marcher sur des œufs…

**Donner un débouché politique à toute cette colère : telle est notre tâche du moment.**

La repolitisation que nous avions déjà constatée à l’occasion des grèves pour les retraites est donc en train de se confirmer. La question qui se pose est de savoir vers quels horizons et sous quelles formes elle va s’orienter :

* La défiance vis-à-vis des forces politiques en général et des partis de gauche en particulier, y compris du nôtre, demeure forte.
* On sait tous que le RN est à l’affût. Il cherche à coller aux revendications portées par les mouvements sociaux et peut séduire une partie des salariés.
* Dans l’électorat progressiste, il y a une volonté d’unité évidente et la question de la présidentielle de 2022 commence à monter. Mais avec des réponses très différentes quant à la façon de s’y prendre : il y a ceux qui, comme nous, pensent que c’est à partir des contenus et d’un projet commun qu’on peut construire ; et à l’inverse ceux qui se polarisent sur la recherche d’un candidat ou d’une candidate idéal-e.
* Enfin, une partie de la population ne croît plus dans la possibilité de changer les choses par la voie des institutions et pense qu’il faut *« tout faire péter »*.

Tel est le cadre dans lequel nous sommes appelés à agir.

**Que faire à l’échelle de notre section d’entreprise ?**

Nous sommes encore en pleine incertitude sur beaucoup de choses : la tenue de la Fête de l’Huma, le moment où l’on pourra recommencer à diffuser du matériel dans les attachements, la fête de section prévue le 12 juin à la suite de l’AG programmée le même jour.

Pour autant, nous ne sommes pas réduits à l’impuissance. Je vous propose donc un plan de travail avec 3 volets :

1. D’abord, même confiné-e, chaque adhérent-e a les moyens d’entrer en contact avec d’autres personnes par téléphone, par mail ou via les réseaux sociaux. Le Parti a sorti plusieurs matériels (la brochure sur le Covid, différents communiqués y compris celui de la section RATP sur la question du télétravail, des tracts, des vidéos, …). Chacun-e peut les faire connaître autour de lui en constituant un petit fichier de 10 ou 20 personnes ou plus qu’il connaît dans l’entreprise. Il s’agit de faire ainsi de chaque adhérent-e un démultiplicateur de l’audience des idées communistes, sachant qu’on ne peut pas compter sur les médias pour donner de l’écho à nos positions.
2. Parallèlement, il faut relancer l’effort de renforcement du Parti à la RATP. Un ou une communiste de plus dans notre section, c’est un cerveau et deux bras en plus pour élaborer et faire vivre les idées révolutionnaires, que ce soit dans l’activité du PCF à l’entreprise ou à travers les multiples groupes de travail thématiques où chacun peut s’inscrire. Il y a certainement, parmi celles et ceux qui se sont engagé-e-s dans la lutte sur les retraites ces derniers mois, un, deux, trois, quatre salarié-e-s dans chaque catégorie de personnel qui sont susceptibles de nous rejoindre pour peu qu’on les sollicite. Il faut donc s’organiser pour concrétiser ces adhésions.
3. Un communiste sans formation est un communiste à moitié. Il y a, au Parti comme ailleurs, des choses qui ne s’inventent pas, un patrimoine d’idées, de réflexions, de pratiques, qu’il faut savoir s’approprier. Le stage d’accueil programmé en avril par la Fédération de Paris a évidemment été reporté à une date à déterminer, sur une journée, un samedi. Les deux camarades qui ont bénéficié du dernier stage en sont revenus enchantés, mais il reste beaucoup d’adhérents récents ou un peu moins récents qui n’ont pas suivi ce type de formation et que le prochain stage concerne donc en priorité. Il y a également la désormais traditionnelle Université d’été du parti qui se tiendra fin août sur 3 jours en province. C’est un moment unique dans l’année, avec une foule d’ateliers de réflexion regroupant des communistes venus de toute la France, parmi lesquels beaucoup de jeunes. Les camarades qui y ont déjà assisté nous ont dit tout le positif qu’un adhérent peut en retirer. On pourrait se fixer l’objectif d’envoyer au moins 5 camarades cette année, ce qui suppose de proposer l’inscription suffisamment en amont pour que chacun puisse s’organiser.

**Je veux terminer cette introduction en évoquant trois sujets. Le premier, ce sont les élections municipales.**

On sait dans quelles conditions particulières s’est tenu le 1er tour, à peine un jour et demi avant le début du confinement. Cela a fortement pesé sur la participation qui, avec 46,5%, est la plus faible de l’histoire.

Ce scrutin a évidemment été profondément marqué par le contexte social et politique autour de la réforme des retraites. Pour notre part, nous avons eu une ligne stratégique claire : aboutir dans le plus grand nombre de villes possible à des listes de rassemblement à gauche pour mettre en œuvre une politique de justice sociale et créer des lieux de résistance aux orientations du pouvoir macronien. Cette démarche s’inscrivait dans un objectif plus global : faire émerger dans notre pays une perspective politique à gauche autour d’un projet partagé, et offrir ainsi une alternative crédible au duo Macron-Le Pen, un duo dont les deux composantes s’alimentent l’une l’autre tout en préservant les intérêts de la finance. Des listes de rassemblement ont pu ainsi se constituer dans beaucoup de communes, y compris avec l’aide de la mobilisation sociale en cours qui a pesé positivement pour débloquer des situations comme à Marseille. Dans plusieurs villes en revanche, la division a prévalu (et j’ai notamment en tête Ivry où toute la gauche non-communiste s’est regroupée pour faire tomber le maire PCF sortant, mais cette démarche a été spectaculairement mise en échec puisque notre liste frôle la majorité absolue au 1er tour).

Les résultats du PCF ont été globalement très encourageants. Dans les communes de plus de 3500 habitants qui avaient un-e maire communiste ou apparenté-e, nous en avons conservé 101, perdu 5 et gagné 12 ; le solde est donc positif. Dans les communes de 1000 à 3500 habitants, 113 ont réélu une municipalité communiste ou apparentée. Plusieurs camarades de la section RATP ont été élus dans leur ville, et nous les félicitons !

Il s’agit maintenant de confirmer ces tendances. Le 2nd tour prévu en juin sera très probablement reporté après l’été, ce qui impliquera sans doute qu’on reparte de zéro avec un nouveau scrutin dans les 5000 communes où l’élection n’a pas été tranchée par le 1er tour.

**Deuxième sujet : L’avenir de la RATP et du Service public de transport.**

Cette question va grandement nous occuper dans la période à venir. Nous sommes en effet en train de vivre une accélération de la transformation de la RATP sur plusieurs plans, concrétisée au plan législatif par la récente Loi d’Orientation des Mobilités et mise en œuvre avec zèle par la direction nommée par le pouvoir : démantèlement progressif de l’EPIC à travers la filialisation des activités, extinction programmée du Statut du personnel et révision à la baisse des conditions de travail, poursuite de la politique de productivité avec des réorganisations à tire-larigot, nouvelles méthodes de management combinant autoritarisme et intégration des personnels. Résultat de ces bouleversements conduits à marche forcée : le mal-vivre s’accentue dans l’entreprise ainsi que la perte de sens, phénomène que la direction a du reste identifié elle-même puisqu’elle vient d’annoncer *« une démarche participative pour définir le sens, les valeurs et la raison d’être de la RATP »*.

Parallèlement, et de façon complémentaire aux orientations gouvernementales, on a vu V. Pécresse réclamer une accélération de l’ouverture des modes ferrés à la concurrence. L’éclatement qu’elle promeut du contrat actuel liant la RATP à IdFM en une multitude de contrats distincts s’inscrit dans la même optique : en finir avec l’entreprise publique intégrée et livrer les transports franciliens aux intérêts privés. C’est dans ce cadre qu’il faut resituer les lourdes sanctions qui ont frappé ou menacent les militants de la CGT : il s’agit de désarmer les salariés et d’empêcher toute velléité de résistance à ces évolutions.

Face à tout cela, le rôle du PCF ne peut pas être seulement de dénoncer. Il nous faut tracer des perspectives à la fois immédiates et de plus long terme, pour redonner du sens et du contenu à la notion de Service public. Il y a indissociablement en jeu l’avenir des transports publics en Ile-de-France et celui de la RATP elle-même. En fait, il s’agit d’opposer aux orientations en cours une tout autre vision des transformations à opérer. J’ajoute que la situation actuelle apporte de l’eau à notre moulin : c’est bien parce qu’on a dérogé aux règles de la concurrence et parce que la RATP est encore une entreprise intégrée qu’a pu être mis en place en quelques jours un système de navettes pour transporter les personnels hospitaliers.

D’ores et déjà, nos élus à IdFM sont intervenus et vont de nouveau le faire lors du prochain Conseil pour demander l’arrêt du processus d’ouverture des réseaux à la concurrence. Il faudra relayer cette démarche dans l’entreprise. Mais je vous soumets une autre idée en complément : on pourrait programmer vers le mois d’octobre, en commun avec nos élus à IdFM, un débat public avec les organisations syndicales et les associations d’usagers prolongeant celui tenu sur notre stand lors de la dernière Fête de l’Huma. Ce débat serait couplé avec une conférence de presse pour mettre en exergue ce qui se profile dans l’organisation des transports et ce que nous proposons comme alternative. Je rappelle à ce propos qu’en 2021 sont prévues les élections régionales et que la question des transports y occupera à coup sûr une large place.

**Troisième sujet : Les 100 ans du PCF.**

2020 est l’année du centenaire du PCF et va être marquée par diverses initiatives auxquelles nous sommes appelés à prendre part.

Alors qu’on claironnait la *« fin de l’histoire »* il y a trente ans, le capitalisme suscite aujourd’hui bien plus d’un doute, doute encore renforcé par la crise en cours. La conscience croissante des périls environnementaux pose dans de nombreuses têtes la question de la possibilité de sa conciliation avec la pérennité d’une vie humaine sur Terre. Mais on sait aussi que l’alternative au capitalisme n’apparaît pas réglée pour une immense majorité de personnes, et qu’en particulier, le communisme continue de pâtir d’un déficit d’image et de crédibilité comme perspective souhaitable et souhaitée, possible et active de dépassement du capitalisme. Le centenaire est ainsi l’occasion de poser en grand la question de l’actualité et de la pertinence du communisme face aux enjeux contemporains.

Le 12 décembre, le Parti organisera notamment un événement festif et populaire placé sous le signe de l’internationalisme, où Hô Chi Minh, Nelson Mandela, Angela Davis, les Brigades internationales, les luttes anticoloniales et pour l’indépendance seront à l’honneur, avec un spectacle préparé par une centaine d’artistes.

Je vous remercie de votre écoute et vous propose sans attendre d’engager la discussion.